



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Opinions canadiennes sur l'aide internationale : Étude de suivi

Sommaire

Préparé pour Affaires mondiales Canada

Fournisseur : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

No du contrat : CW2266657

Valeur de l'entente : 76 670,50 \$

Date du contrat : 22 décembre 2022

Date de livraison : 3 mars 2023

No d'inscription : POR 100-22

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Affaires mondiales Canada à POR-ROP@international.gc.ca.

This report is also available in English

Canada 

Opinions canadiennes sur l'aide internationale : Étude de suivi

Sommaire

Préparé pour Affaires mondiales Canada

Nom du fournisseur : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

Date : 3 mars 2023

Ce rapport de recherche présente les résultats d'un sondage en ligne mené par les Associés de recherche EKOS Inc. pour le compte d'Affaires mondiales Canada. La recherche comprenait un coup de sonde en ligne à l'endroit de 3 059 Canadiens et Canadiennes. Le sondage a été effectué dans les deux langues officielles partout au Canada. Les données du sondage ont été recueillies du 16 janvier au 5 février 2023.

This report is also available in English under the title: Canadian Views on International Assistance Tracking Study

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable doit d'abord être obtenue auprès d'Affaires mondiales Canada.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Affaires mondiales Canada à POR-ROP@international.gc.ca.

Numéro de catalogue : FR5-185/2023F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-47888-3

Numéro de catalogue (rapport en anglais) : FR5-185/2023E-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-47887-6

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires mondiales Canada, 2023.

SOMMAIRE

A. CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'aide internationale est un élément clé de la politique étrangère du Canada, mais le travail qu'accomplit le Canada pour soutenir les pays en développement peut donner l'impression qu'il n'entretient aucun lien avec la vie quotidienne de la population ici au Canada. Pour combler efficacement l'écart entre les expériences de la population canadienne et des enjeux abordés à des milliers de kilomètres, Affaires mondiales Canada a besoin d'une solide compréhension de la façon dont le public canadien perçoit l'aide internationale et les enjeux mondiaux, ce qui lui permettra de prendre des décisions fondées sur des preuves quant à la façon d'encadrer ses messages de communication, ses annonces, ses programmes et ses politiques.

Affaires mondiales Canada a mené ses propres recherches sur l'opinion publique en février 2020 et en février 2021 pour en apprendre davantage sur les attitudes de la population canadienne à l'égard de l'aide internationale. Ces sondages ont révélé que, bien que la plupart des Canadiens et Canadiennes ne soient pas au courant des efforts déployés en matière d'aide, leur connaissance en ce domaine a légèrement augmenté. Le public canadien déclare être fier des activités d'aide internationale du Canada et croit qu'elles sont importantes. Toutefois, le public est d'avis que le gouvernement du Canada a un faible rendement dans ses communications sur l'aide internationale et qu'il y a un manque de confiance à l'égard de l'information que transmet le gouvernement du Canada.

En février 2022, Affaires mondiales Canada a collaboré avec le Development Engagement Lab (DEL), qui réunit des chercheurs de l'University College London. Le DEL organise des panels sur l'opinion publique en ligne auprès de populations de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de la France et de l'Allemagne. Avec l'autorisation du DEL, l'étude de février 2022 utilisait une méthodologie et un questionnaire semblables, ce qui a permis une analyse approfondie des points de vue du public sur l'aide internationale et sur divers enjeux mondiaux, ainsi que sur la manière dont ces attitudes changent lorsqu'elles sont confrontées à des circonstances fluctuantes, comme une pandémie. L'étude a également fourni de précieux renseignements sur ce qui différencie les points de vue de la population canadienne à ceux de citoyens d'autres pays, et sur les types de messages qui représentent le mieux différentes populations sur divers sujets de développement international.

Au cours du dernier exercice, Affaires mondiales Canada a cherché à mener de nouveau cette étude afin d'effectuer un suivi et de comparer les attitudes de la population canadienne envers

l'aide internationale. Affaires mondiales Canada a confié aux Associés de recherche EKOS le mandat de mener un sondage de suivi en ligne au Canada qui reflète les questions et la méthodologie du groupe d'experts de suivi du DEL.

L'étude vise à mesurer et à mieux comprendre les points de vue du grand public envers divers enjeux d'aide internationale, pourquoi et comment les gens décident d'y participer. Les données recueillies serviront à définir l'approche d'Affaires mondiales Canada pour communiquer avec le public l'importance de l'aide internationale, la pertinence et l'incidence de projets individuels, de même que les annonces de financement liées à ces thèmes.

B. MÉTHODOLOGIE

La recherche comprenait un sondage en ligne auprès de 3 059 adultes canadiens. Les résultats peuvent être considérés comme représentatifs du grand public canadien, sont valides et présentent une marge d'erreur de +/- 1,8 point de pourcentage, 19 fois sur 20. Le sondage a été réalisé dans les deux langues officielles partout au Canada. Les données du sondage ont été recueillies du 16 janvier au 5 février 2023.

L'annexe A présente une description détaillée de la méthodologie utilisée dans cette étude.

L'annexe B contient le questionnaire complet.

L'annexe C présente les tableaux de données.

C. PRINCIPALES CONSTATATIONS

Les principales constatations de l'étude sont exposées ci-dessous. Le reste du rapport décrit plus en détail les résultats du sondage. Ces résultats révèlent que les attitudes de la population canadienne à l'égard des enjeux d'aide internationale sont restées en grande partie stables au cours de la dernière année.

Les résultats se déclinent autour de six grands thèmes :

- les points de vue canadiens sur le monde
- les préoccupations quant à la pauvreté dans le monde
- les points de vue sur l'aide internationale
- l'intérêt à l'égard de la pauvreté et du développement dans le monde
- la participation à des organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international

- les points de vue sur les ONG et sur les organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international

Points de vue canadiens sur le monde

Les résultats révèlent que la population canadienne ressent toujours un fort sentiment de citoyenneté mondiale. Les trois quarts des répondants (77 %) disent aimer visiter d'autres pays et apprendre à connaître d'autres cultures, et à peu près la même proportion (75 %) estime avoir le devoir de s'assurer que leurs actions ne nuisent pas à des personnes vivant dans d'autres pays. Environ la moitié (52 %) croit que ce qui arrive aux gens d'autres pays a une influence dans leur propre vie, et seuls 11 % pensent avoir très peu en commun avec des gens vivant dans d'autres pays. Ces résultats sont en grande partie semblables à ceux obtenus l'an passé.

Les résultats révèlent également qu'au Canada, on a toujours de solides points de vue sur l'égalité et la compassion dans le monde. Plus de huit personnes sur dix (85 %) croient qu'il est bien d'aider les personnes dans le besoin et les trois quarts (75 %) conviennent que tous les êtres humains devraient être traités de façon équitable. La moitié des répondants (50 %) se sentirait très coupable d'ignorer les besoins des gens pauvres dans les pays en voie de développement, alors que quatre personnes sur dix (44 %, en baisse par rapport aux 48 % de 2022) sont d'avis que les pays comme le Canada devraient consacrer plus d'argent à l'aide internationale parce que c'est moralement la bonne chose à faire.

Lorsqu'on les interroge sur la façon de garantir la prospérité et la sécurité du Canada, la plupart des répondants (64 %, proportion identique à celle de l'an passé) croient qu'il est préférable de collaborer avec d'autres pays pour y arriver. Très peu de répondants (17 %) pensent qu'il est préférable de garantir la sécurité et la prospérité de notre pays par nous-mêmes.

Préoccupations au sujet de la pauvreté dans le monde

Lorsqu'on aborde les points de vue sur la pauvreté dans le monde, les deux tiers des répondants (65 %) ne croient pas que « ce qui se passe dans les pays en voie de développement les concerne rarement »; seule une personne sur six (17 %) est d'accord avec cette affirmation. Ces résultats sont presque identiques à ceux de l'an dernier.

En accord avec les résultats de 2022, la plupart des répondants (62 %) s'inquiètent du niveau de pauvreté dans les pays en voie de développement, tandis que seuls 12 % disent ne pas s'en soucier.

Lorsqu'il est question de la mesure dans laquelle diverses organisations sont en mesure de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement, les résultats révèlent que la population estime que bon nombre de ces organisations peuvent avoir une influence dans la réduction de la pauvreté dans le monde, mais est moins confiante lorsqu'il est question de la capacité du gouvernement du Canada et de sa propre capacité d'exercer une incidence dans ce domaine. La majorité de la population canadienne (62 %) croit que les entreprises peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement, suivies de près par les Nations Unies et d'autres organisations internationales (60 %), ainsi que par les ONG et les organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international (54 %). Il est intéressant de noter que moins de la moitié des répondants (42 %, une baisse de trois points de pourcentage par rapport à l'an passé) croit que le gouvernement du Canada peut contribuer à la réduction de la pauvreté dans le monde, et que seulement 12 % pensent qu'ils peuvent personnellement y contribuer.

Points de vue sur l'aide internationale

Pour ce qui est des points de vue sur l'aide internationale, les résultats suggèrent un appui plutôt solide à la prestation d'aide aux pays en voie de développement. Un peu plus de la moitié des répondants (54 %) pensent que le gouvernement du Canada devrait accorder une aide internationale aux pays en voie de développement, tandis que seuls trois répondants sur dix (28 %) sont d'avis que le gouvernement ne devrait pas fournir ce type d'aide. Ces résultats sont à peu de choses près identiques à ceux obtenus l'an passé.

Les résultats révèlent en outre que 70 % des personnes interrogées conviennent que l'aide internationale améliore la vie des populations en leur offrant un accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau potable et aux installations sanitaires.

Les résultats révèlent des points de vue plus mitigés sur la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Une personne sur trois (33 %, en baisse par rapport aux 37 % enregistrés en 2022) déclare que le gouvernement devrait augmenter ce budget, mais une personne sur quatre (25 %) est d'avis qu'il devrait le diminuer. Un répondant sur trois (33 %) estime que le budget devrait rester le même.

En ce qui concerne l'objectif prioritaire de l'aide que consacre le Canada aux pays en voie de développement, les résultats révèlent que la plupart des répondants (59 %) estiment que l'objectif premier du budget consacré à l'aide internationale devrait être de réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement, alors que seuls 14 % estiment qu'il devrait être de

favoriser les intérêts du Canada. Ces résultats demeurent en grande partie inchangés depuis 2022.

Pour ce qui est des principales priorités de l'aide internationale accordée par le gouvernement du Canada aux pays en voie de développement, les répondants mentionnent l'accès à l'eau potable (44 %) comme priorité absolue, suivie par l'éducation (39 %) puis par l'accès aux soins de santé (37 %). Ces résultats sont en grande partie les mêmes que ceux de l'an passé.

Malgré des points de vue généralement positifs sur l'aide internationale, la population canadienne conserve des points de vue assez négatifs sur certains aspects. Plus de la moitié estime qu'une grande partie de l'aide internationale du Canada finit dans les poches de responsables politiques corrompus des pays qui la reçoivent (56 %) et que la plus grande part de l'aide internationale ne parvient pas aux destinataires voulus (54 %).

Les résultats révèlent également que près de trois personnes sur dix (29 %, soit trois points de pourcentage de plus qu'en 2022) croient que les dépenses gouvernementales consacrées à l'aide internationale sont efficaces, alors qu'une plus grande proportion (42 %) pense toujours qu'elles sont inefficaces.

Malgré des points de vue mitigés sur l'efficacité de l'aide internationale, la moitié de la population canadienne (50 %) croit que l'aide internationale aide les pays à devenir autosuffisants, 27 % croient que l'aide internationale les rend plutôt trop dépendants de la charité publique et seule une personne sur quatre (23 %) estime que le Canada ne peut se permettre d'avoir des programmes d'aide internationale.

Intérêt à l'égard de la pauvreté et du développement dans le monde

Les résultats suggèrent que la population canadienne s'intéresse dans une assez grande mesure à la pauvreté mondiale et aux enjeux de développement international. Au cours de la dernière année, 80 % des répondants disent avoir lu, regardé ou écouté un article de presse sur la pauvreté et sur le développement dans le monde, et les deux tiers (64 %) déclarent avoir discuté de la pauvreté dans le monde avec leurs amis, leur famille ou d'autres personnes. Une minorité considérable (30 %) dit avoir diffusé ou envoyé des informations à ce sujet au cours de la dernière année. Ces résultats sont pratiquement identiques à ceux de l'an passé.

Lorsqu'on leur demande si les nouvelles qu'ils ont lues, entendues, vues ou envoyées sur la pauvreté dans le monde sont en général positives ou négatives, seulement 14 % des répondants affirment que les nouvelles auxquelles ils sont exposés sur la pauvreté dans le monde sont plus

positives que négatives, alors que les deux tiers (67 %) disent qu'elles sont plus négatives que positives.

Participation à des organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement

En ce qui a trait à la participation de la population canadienne à des organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement, les répondants devaient indiquer s'ils avaient fait don d'argent à une ONG internationale ou à un organisme de bienfaisance qui travaille dans le domaine de la pauvreté et du développement dans le monde au cours des douze derniers mois. Un répondant sur trois (32 %) déclare avoir fait un don d'argent à une ONG internationale ou à un organisme de bienfaisance. Toutefois, la majorité des répondants (65 %) s'en est abstenu.

Les répondants devaient aussi préciser s'ils ont été actifs au sein d'un organisme de bienfaisance ou d'un groupe œuvrant dans le domaine du développement au cours de la dernière année. Les résultats révèlent une participation limitée. Seule une personne sur cinq (19 %) dit être devenue membre d'un organisme de bienfaisance ou d'un groupe œuvrant dans le domaine du développement au cours de la dernière année ou s'être abonnée à leur bulletin d'information. Une moindre proportion (10 %) déclare avoir fait du bénévolat au sein d'un organisme de bienfaisance œuvrant dans le domaine de la pauvreté dans le monde au cours de la même période. Ces résultats sont presque identiques à ceux de l'an dernier.

Les répondants devaient indiquer les actions qu'ils ont réalisées pour soutenir des mesures visant à résoudre la pauvreté dans le monde ou pour s'y opposer. La plupart disent n'avoir pris aucune des mesures mentionnées dans le sondage. Un peu plus d'une personne sur trois (35 %, en baisse par rapport aux 39 % obtenus en 2022) affirme avoir acheté ou boycotté des produits ou services pour soutenir les efforts visant à réduire la pauvreté dans le monde. Un peu plus d'un répondant sur cinq (22 %, soit une baisse de trois points de pourcentage par rapport à 2022) déclare avoir pris des mesures comme signer une pétition ou rédiger un billet de blogue pour soutenir les efforts visant à lutter contre la pauvreté dans le monde. Très peu de personnes (9 %) affirment avoir communiqué avec un député ou avec un autre représentant élu, ou avoir participé à une marche, à un rassemblement, à une manifestation ou à un autre événement important (4 %) pour soutenir les efforts de lutte contre la pauvreté dans le monde. Presque personne n'a réalisé l'une ou l'autre de ces actions pour s'opposer aux efforts visant à lutter contre la pauvreté dans le monde.

Points de vue sur les ONG et organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international

La population canadienne était également invitée à évaluer son niveau de confiance à l'égard des ONG et organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international. Les résultats révèlent des points de vue mitigés sur cette question. Un peu plus de quatre personnes sur dix (41 %) disent se fier à ces types d'organisations, mais à peu près la même proportion (40 %) déclare leur faire peu confiance. Ces résultats sont en grande partie semblables à ceux de l'an passé.

Quant aux points de vue sur les partenariats entre des entreprises du secteur privé et des organismes de bienfaisance, les résultats révèlent à nouveau des points de vue mitigés. Un peu plus de la moitié des répondants (53 %) convient que les partenariats avec des entreprises du secteur privé sont un moyen intelligent pour les organismes de bienfaisance d'accroître leurs ressources et leur influence. Cependant, à peu près la même proportion (52 %) est d'accord pour dire que les entreprises du secteur privé qui travaillent en partenariat avec des organismes de bienfaisance essaient simplement de redorer leur réputation et d'améliorer leur marque. Un peu plus de quatre personnes sur dix (41 %) estiment que les partenariats entre les entreprises et les organismes de bienfaisance exploitent efficacement le pouvoir des entreprises afin d'atteindre des objectifs sociaux plus larges, et près d'une personne sur quatre (24 %) convient que les organismes de bienfaisance qui s'associent à des entreprises du secteur privé se mettent dans une situation compromettante et sont moins dignes de confiance. Encore une fois, ces résultats sont en grande partie inchangés depuis 2022.

Les résultats démontrent également que la plupart des répondants (61 %) estiment qu'il est important que les grandes ONG de développement international collaborent avec des ONG locales afin d'offrir des programmes d'aide et du financement. Seuls 9 % sont d'avis que ce n'est pas important.

Conclusions et implications

Les résultats de l'enquête révèlent que la population du Canada a généralement des attitudes positives et stables à l'égard de l'aide internationale et de son rôle dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. Elle soutient l'aide du gouvernement fédéral aux pays en voie de développement et pense en majorité que cette aide devrait au moins rester à son niveau actuel. La population comprend que l'aide internationale permet à d'autres pays de devenir autosuffisants et que cette aide devrait être motivée par des raisons altruistes de réduction de la pauvreté, et non par des fins pragmatiques comme la promotion des intérêts nationaux du Canada à l'étranger.

La population canadienne croit aussi que l'aide internationale comporte de nombreux avantages. Plus précisément, elle estime qu'une telle aide peut améliorer la vie des gens en leur donnant accès à de l'éducation, à des soins de santé et à de l'eau potable. De plus, le public canadien juge toujours que le gouvernement fédéral peut se permettre de continuer à fournir de l'aide internationale.

Ce portrait global positif n'est cependant pas exempt de certaines mises en garde. Plusieurs répondants sont d'avis que l'aide internationale est inefficace et que les entreprises, les Nations Unies et les ONG internationales peuvent en faire plus que le gouvernement canadien afin de réduire la pauvreté, ou que l'aide étrangère du Canada ne parvient pas toujours aux destinataires voulus et se retrouve souvent dans les poches de politiciens corrompus.

Dans l'ensemble, cependant, le public canadien considère toujours la pauvreté dans le monde comme un problème grave et est largement en faveur de l'envoi d'aide internationale dans des pays en voie de développement. De plus, il pense généralement qu'il y a un lien entre la population du Canada et le reste du monde. Le public croit en la coopération internationale et rejette l'isolationnisme. Il considère faire partie d'une communauté mondiale où il est possible d'obtenir la prospérité en collaborant avec d'autres pays, et croit que la pauvreté dans d'autres pays est une question qui a aussi des répercussions négatives dans sa vie.

Principales différences démographiques et régionales

Pour toutes les questions du sondage, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'exprimer des points de vue positifs sur l'aide internationale et sur son objectif de lutte contre la pauvreté mondiale. Les femmes sont également plus susceptibles d'appuyer la coopération internationale et le multilatéralisme. Elles ne sont pas aussi pessimistes quant à la possibilité que l'aide internationale tombe entre les mains de politiciens corrompus et elles sont plus enclines à être des activistes luttant contre la pauvreté dans le monde, notamment en signant une pétition ou en boycottant des produits ou des services.

Les résultats révèlent également des différences importantes entre les répondants ayant fait des études universitaires et ceux dont le niveau de scolarité est inférieur. Comme dans le cas des réponses des femmes, les titulaires d'un diplôme universitaire ont des impressions plus positives de l'aide internationale et sont moins cyniques quant aux objectifs qui y sont liés. Ils sont plus susceptibles de penser qu'il est important pour le Canada de continuer d'accorder de l'aide étrangère et que l'objectif devrait être de réduire la pauvreté dans le monde et non de favoriser les intérêts nationaux du Canada. En outre, les gens qui ont une formation universitaire ont plus

tendance que les personnes sans diplôme universitaire à s'engager dans l'activisme contre la pauvreté dans le monde.

Il y a également des différences importantes entre les groupes d'âge, plus particulièrement entre les jeunes (de 18 à 34 ans) et les plus âgés (65 ans et plus). Les répondants plus âgés ont une vision un peu plus positive de l'aide internationale et sont plus susceptibles de penser que ce qui se passe à l'étranger a des répercussions sur leur propre vie. Ils sont constamment plus enclins à exprimer leur soutien à l'augmentation de l'aide internationale. Notons que les jeunes sont beaucoup moins enclins à croire que l'objectif principal de l'aide est de réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement. Au contraire, ils sont plus enclins à considérer l'aide internationale comme un moyen de renforcer l'influence politique du Canada et la sécurité nationale.

Le sondage révèle également certaines différences régionales. Les résidents du Québec expriment les points de vue les plus positifs sur l'aide internationale et ses objectifs, et ont les opinions les plus altruistes et les plus internationalistes. À l'inverse, les habitants des provinces des Prairies, c'est-à-dire l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, sont les plus susceptibles d'être négatifs quant aux objectifs et aux résultats de l'aide internationale et ont plus tendance à exprimer des points de vue isolationnistes.

D. VALEUR DU CONTRAT

La valeur du contrat de ce projet de recherche sur l'opinion publique (ROP) est de 76 670,50 \$ (TVH incluse).

Nom du fournisseur : Les Associés de recherche EKOS

No du contrat - TPSGC : CW2266657

Date d'attribution du contrat : 22 décembre 2022

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Affaires mondiales Canada à POR-ROP@international.gc.ca.

E. CERTIFICATION DE NEUTRALITÉ POLITIQUE

La présente certification s'appliquera au rapport définitif envoyé au chargé de projet.

À titre de cadre supérieur des Associés de recherche EKOS Inc., j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du

gouvernement du Canada exposées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique.

En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé par : 

Derek Jansen (vice-président)